

9 mars 2017

**Le diktat autocratique du tribunal de la LACC**

## **Les métallos d'Algoma poussés au pied du mur**



**Le diktat autocratique du tribunal de la LACC**

- Les métallos d'Algoma poussés au pied du mur
- Déclaration du Comité de négociation de la section locale 2251 du Syndicat des Métallos
- Piquet des métallos de Hamilton contre le vol légalisé représenté par la LACC

**La lutte pour la dignité et les droits des chômeurs**

- Un niveau de vie de standard canadien pour tous les travailleurs sans emploi! - *Pierre Chénier*

**Entrevue**

- Les organisations de défense des chômeurs au Québec entreprennent une campagne pour éliminer le « trou noir » - *Line Sirois*

---

**Le diktat autocratique du tribunal de la LACC**

## **Les métallos d'Algoma poussés au pied du mur**

Les métallos organisés dans la section locale 2251 du Syndicat des Métallos ont dénoncé fermement les ordonnances autocratiques du juge du tribunal de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC), Frank Newbould. Le 6 mars, en vertu des pouvoirs de

police que lui accorde la LACC, Newbould a émis une série de diktats.

Newbould a ordonné à la section locale 2251 et aux employés salariés de la section locale 2724 des métallos d'Essar Steel Algoma de cesser immédiatement de négocier des conventions collectives avec leur employeur en vertu de la *Loi sur les relations de travail* de l'Ontario.



Newbould a ordonné aux comités de négociation de ces sections locales ainsi qu'à l'organisation des retraités d'Algoma Steel de parcourir les 700 kilomètres qui séparent Sault Ste-Marie et Toronto, afin de participer à des pourparlers sous l'égide des pouvoirs de police de LACC.

Les comités de négociation seraient alors, selon l'expression de la section locale 2251, « séquestrés à Toronto selon les caprices d'un juge » pour une période indéterminée jusqu'à ce que de nouvelles conventions collectives leur soient imposées.

Newbould a imposé un bâillon aux comités de négociation, leur interdisant de discuter de quelque aspect que ce soit des pourparlers avec quiconque, y compris leurs propres membres.

Avec la morgue aristocratique d'un seigneur médiéval, Newbould a écarté du revers de la main le droit de parole des travailleurs en déclarant : « La médiation se tiendra en privé sans aucune déclaration ou discussion publique de la part de qui que ce soit. »

Newbould a ordonné qu'« une procédure soit mise en oeuvre en ce qui a trait à la négociation collective qui repose sur la médiation », laquelle sera se tiendra à l'extérieur des lois du travail de l'Ontario. Le juge n'a pas expliqué ce que vont être ces procédures en vertu de la LACC, quelles en seront les règles d'engagement, et si les travailleurs organisés pourront faire la grève pour défendre leurs droits.

Newbould n'a pas spécifié avec qui les comités de négociation vont faire affaire et s'est contenté de dire que « la compagnie, les créanciers et les détenteurs de billets qui sont les acheteurs en vertu du processus de sollicitation d'investissements et d'achats vont parler d'une seule voix ».

Ce « processus de sollicitation d'investissements et d'achats » n'a pas encore produit de gagnant et on ne sait toujours pas quand Algoma Steel va émerger de la LACC. Il semble qu'en ayant recours aux pouvoirs de police de la LACC, ceux qui sont en position de contrôle veulent imposer des concessions antiouvrières aux métallos, aux employés salariés et aux retraités afin de rendre le magot encore plus alléchant pour l'oligarchie financière qui sortira de la LACC en position de contrôle de cet actif sidérurgique très précieux du nord de l'Ontario, qu'elle va probablement vendre pour faire un gros coup d'argent au moment opportun.

Newbould sait que le président de la section locale 2251, Mike Da Prat, a des problèmes de santé et qu'il ne peut se rendre à Toronto, ce qui veut dire que le comité de négociation de la section locale devra agir sans la présence, l'expérience et les conseils sur place de son président.

Newbould a ordonné la tenue d'une médiation du 22 au 31 mars, et que « si elle est dirigée par le médiateur, elle se poursuivra par après et prendra fin seulement par l'émission de nouvelles ordonnances de la cour ».

Cette dictature flagrante exercée contre la classe ouvrière est inacceptable. Les travailleurs organisés et leurs alliés ne pourront jamais se plier à une telle attaque contre leurs droits et leur dignité. La classe ouvrière et ses alliés doivent s'unir fermement face aux pouvoirs de police sans masques de la LACC, à l'oligarchie financière et aux gouvernements fédéral et provinciaux. Pousser les métallos au pied du mur et abaisser les rapports de production à un niveau aussi ignoble n'est rien d'autre que de l'houliganisme organisé par l'État.



*Forum ouvrier* dénonce avec mépris les pouvoirs de police de la LACC et les attaques contre la classe ouvrière canadienne et appelle tous les Canadiens à s'y opposer d'une seule voix. Il est temps plus que jamais que les travailleurs organisés adoptent le mot d'ordre que *Non c'est Non !* pour défendre les droits de tous.



---

## Déclaration du Comité de négociation de la section locale 2251 du Syndicat des Métallos (extraits)

La section locale 2251 a reçu une mise à jour de son équipe juridique au sujet d'une conférence qui a eu lieu devant le juge Newbould pour discuter des procédures à suivre en ce qui concerne les négociations présentement en cours sous la forme d'une médiation menée par l'honorable Warren Winkler.

Alors qu'une réunion s'est tenue à Toronto entre certaines parties et l'honorable Warren Winkler, la section locale 2251 n'y a pas participé.

La section locale 2251 ne s'est pas présentée pour un certain nombre de raisons, une des plus importantes étant que nous négocions avec l'employeur en vertu de la *Loi sur les relations de travail*. Le syndicat local avait été avisé à un moment donné que l'employeur demanderait un rapport recommandant de ne pas instituer de commission de conciliation parce qu'il entendait imposer les termes de la convention collective.



Une lettre soulignant nos préoccupations a été envoyée à l'honorable Warren Winkler par le biais du conseiller juridique de la section locale 2251.

Dans cette lettre, nous avons également avisé que nous aimerions recevoir les communications directement de l'honorable Warren Winkler.

Nous avons été informés par notre conseiller juridique que nos préoccupations n'ont pas été bien accueillies par l'honorable Warren Winkler. À ce jour, la section locale 2251 n'a jamais parlé avec, ni rencontré l'honorable Warren Winkler.

Aujourd'hui, le 6 mars 2017, le juge Newbould a tenu une conférence avec un certain nombre de représentants légaux.

Les honorables Warren Winkler et William Kaplan y ont assisté.

Le résultat de la conférence a été une ordonnance du juge Newbould.

[...]

Au début, la section locale 2251 s'était opposée à ce que l'employeur négocie sous le régime de la *Loi sur les relations de travail*.

Une fois que le sous-ministre adjoint, Peter Simpson, a ordonné qu'un conciliateur soit dûment nommé, le conseiller juridique nous a informé que la plainte relative aux relations de travail de l'Ontario que nous avons déposée ne serait pas acceptée et nous l'avons retirée.

Par conséquent, nous avons commencé à négocier avec l'employeur et nous avons même fait des progrès.

Nous avons ensuite été informés que nous devions assister aux séances de médiation devant l'honorable Warren Winkler.

Cela signifiait que nous étions entraînés à nouveau et à contrecoeur dans le processus de la LACC.

Nous avons tenté de conclure un accord avec la compagnie en ce qui a trait aux causes et effets de la médiation devant l'honorable Warren Winkler.

Au lieu de cela, nous avons reçu la dernière ordonnance du juge Newbould.

À notre avis, cette ordonnance est déraisonnable et inconstitutionnelle.

L'ordonnance ordonne entre autres choses que le comité de négociation assiste à la médiation à Toronto. La seule exception est M. Da Prat qui peut participer par vidéoconférence.



C'est totalement inacceptable car le comité de négociation doit travailler en équipe.

De plus, le comité doit pouvoir discuter pleinement des propositions, des contre-propositions, etc.

Si le comité est divisé, il ne peut pas faire cela efficacement, et ne peut représenter efficacement les membres.

De plus, l'ordonnance empêche le comité de négociation de discuter avec quiconque de quoi

que ce soit ayant trait à la médiation.

Cela nous empêche de tenir nos membres informés et de consulter nos membres sur les principaux développements à propos desquels le comité sollicite traditionnellement leur point de vue.

Au cours des négociations ou dans le cas présent, soit durant une médiation en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, parler avec nos membres est une responsabilité fondamentale pour être en mesure de les représenter.



En fait, le 23 février 2017, nous avons informé et consulté nos membres.

En outre, cette ordonnance stipule que nous devons participer à la médiation entre les 22 et 31 mars 2017.

Et si le médiateur en décide ainsi, la section locale devra par la suite négocier continuellement et tout cela se terminera par une ordonnance de la cour basée sur les recommandations du médiateur.

Notre section locale n'a jamais été confrontée à ce type d'ordonnances autocratiques.

Depuis toujours, les comités de négociations ont pu parler avec leurs membres, quitter la table de négociation si nécessaire et n'ont certainement pas été séquestrés à Toronto selon les caprices d'un juge.

Nous croyons que cette ordonnance est déraisonnable et vise à nuire à la section locale 2251 et à ses membres.

Nous avons demandé à notre conseiller juridique de déposer une requête pour aller en appel. Nous croyons que cette ordonnance est illégale.

Signé

Votre comité de négociation de la section locale 2251



---

## Piquet des métallos de Hamilton contre le vol légalisé représenté par la LACC



Le 2 mars, la section locale 1005 du Syndicat des Métallos et ses alliés ont tenu un piquet devant le bureau du député fédéral de Hamilton East-Stoney Creek Bob Bratina pour informer le public du fait que la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) vole aux travailleurs ce qui leur appartient de droit. Des représentants de la section locale 504 d'UNIFOR, de la section 6167 du SCFP, de la section 2323 de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale, du district 21 de la FEESO et de l'Organisation des retraités actifs des métallos (SOAR) se sont joints à la section 1005 avec leurs drapeaux déployés et des pancartes dénonçant les attaques contre les pensions des travailleurs.

Gary Howe, le président de la section locale 1005 du Syndicat des Métallos, a dit aux participants que cela fait plus de deux ans et demi qu'ils sont placés sous la LACC qui est du vol organisé. La LACC enlève aux travailleurs ce qu'ils ont gagné pendant leurs nombreuses années de dur labeur et qui leur appartient de droit, a-t-il dit.

Lors du dernier épisode sous la LACC, les fonds spéculatifs se sont sauvés avec la somme de 1,1 milliard \$ et la même chose est en train de se produire maintenant, a-t-il dit. La LACC est utilisée pour priver les aînés de leurs avantages sociaux, nier les droits humains des travailleurs et attaquer les emplois des travailleurs actifs. La section 1005 poursuit sa lutte pour les emplois, les pensions et les avantages sociaux, a conclu Gary.

Anthony Marco, le président du Conseil du travail du district de Hamilton a dit que les travailleurs organisés ont toujours appuyé la section locale 1005. Ceux-ci comprennent que les attaques contre la section 1005 visent un effet de domino où non seulement les travailleurs du secteur privé font face aux mêmes attaques mais les travailleurs du secteur public également. Les travailleurs doivent lutter à la fois contre leurs employeurs et contre le gouvernement. Les politiciens parlent de la classe moyenne, mais la classe moyenne ça n'existe plus, Nous sommes la classe ouvrière, a-t-il dit, sous des applaudissements nourris. La solidarité est la priorité, a-t-il ajouté.



Au nom des employés salariés de Stelco, Tim Huxley a dit que les salariés actifs et retraités appuient la section 1005. Ils vivent la même situation. Comme les travailleurs du 1005, ils ont perdu leurs avantages sociaux et ils ne sont pas d'accord avec la façon dont la compagnie est en train d'être restructurée. Il a assuré les membres de la section 1005 qu'ils ne sont pas seuls et a ajouté qu'il est vital de rester unis.

Bill Mahoney, le poète en résidence, a été très applaudi quand il a récité de manière vibrante son poème « U.S. Steal » ( « steal » veut dire voleur, « steel » est l'acier - note de FO).

Dans une brève présentation, le député Bob Bratina a dit que les députés locaux travaillent discrètement en coulisses pour obtenir du gouvernement libéral fédéral l'engagement qu'il va prendre les mesures nécessaires pour que Stelco soit une entreprise productive viable et durable quand elle émergera de la LACC.







## La lutte pour la dignité et les droits des chômeurs

# Un niveau de vie de standard canadien pour tous les travailleurs sans emploi!

- Pierre Chénier -

Le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Jean-Yves Duclos, qui est chargé du dossier de l'assurance-emploi, a repoussé la demande des organisations de défense des chômeurs de mettre fin immédiatement au phénomène du « trou noir » par lequel les travailleurs épuisent leurs prestations d'assurance-emploi avant de retourner au travail. Duclos a dit que la réforme modeste visant à abolir le trou noir n'apparaîtra pas au budget du gouvernement Trudeau le 22 mars.

Les organisations de défense ont mis de l'avant la demande d'une période de 32 semaines de prestations d'assurance-emploi garanties à tous les travailleurs saisonniers du Canada. Cela permettrait à ces travailleurs d'éviter cette période du trou noir où leurs prestations d'assurance-emploi sont terminées et où ils n'ont pas encore repris leur travail saisonnier. Les organisations ont mis en lumière les tragédies humaines bien documentées et l'anxiété que vivent ces travailleurs qui s'enfoncent dans la pauvreté et sont souvent forcés à l'exil.



**Les travailleurs saisonniers de Percé demandent la fin du « trou noir » le 8 avril 2013**

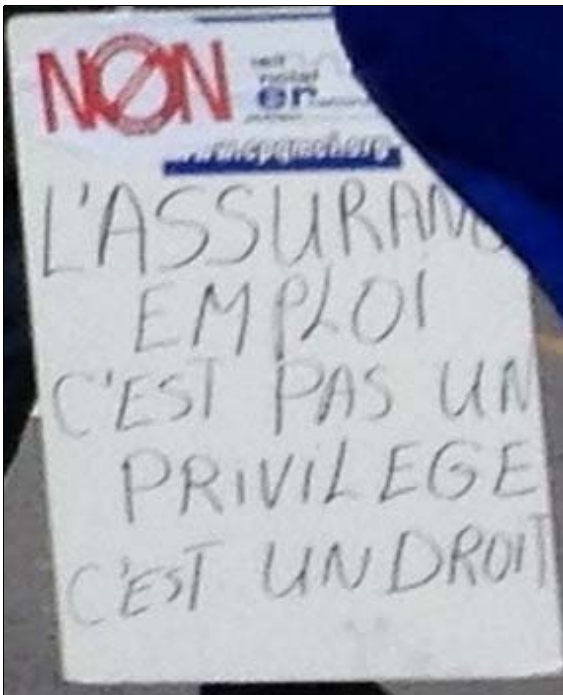
Le prétexte invoqué pour refuser de faire cette réforme est que le régime de l'assurance-emploi a besoin d'une réforme en profondeur. Le fait même qu'une mesure d'urgence qui allégerait la situation difficile des travailleurs ne sera pas adoptée montre clairement que la « réforme en profondeur » des libéraux ne sera pas favorable aux travailleurs et à leurs communautés.

Le ministre Duclos, qui a écrit sur le sujet de l'assurance-emploi, est réputé comme un « spécialiste de la question de la sécurité du revenu ». Il a entre autres écrit un long article en anglais intitulé « A Better Income Security System for All Canadians » ( Un meilleur système de sécurité du revenu pour tous les Canadiens ) qui a été publié dans un ouvrage collectif publié en 2007 intitulé « A Canadian Priorities Agenda : Policy Choices to Improve Economic and Social Well-Being » (Un programme de priorités canadiennes : des choix politiques pour améliorer le bien-être économique et social. Duclos y écrit que l'assurance-emploi, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux devraient être remplacés par un « système de sécurité du revenu » qui « porte très attention... aux incitatifs et à leur effet sur le comportement à court et à long terme ». Un aspect du nouveau programme, écrit Duclos, serait la création d' « un transfert de revenu de base... dont la valeur nette déclinerait lorsque les niveaux de revenus augmentent » et qui « remplacerait plusieurs autres programmes de prestations comme l'aide sociale et les prestations d'invalidité, parentales et de maladie ».

Duclos y écrit que le régime de l'assurance-emploi « est devenu un programme social lourd et à objectifs multiples qui fait probablement plus de mal que de bien ». Il y écrit aussi que le régime dissuade les travailleurs de se trouver un emploi et qu'il a des effets négatifs sur la participation à long terme des travailleurs au marché du travail. Il recommande que les cotisations à l'assurance-emploi et le niveau des prestations soient basés sur l'expérience ( « experience ratings » ) afin de soi-disant équilibrer les taux de cotisations et les niveaux de prestations. Autrement dit, les entreprises qui déclareraient moins de mises à pied paieraient moins en cotisations et les



travailleurs qui font moins de demandes et moins de demandes fréquentes de prestations toucheraient des prestations plus élevées. C'est ce qu'il appelle un système « simplifié » et « équitable ».



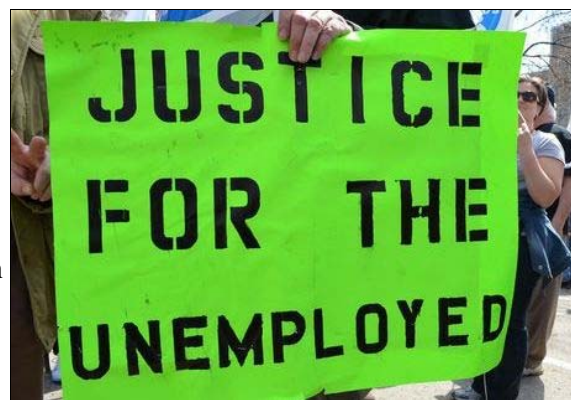
En ce moment les groupes de réflexion néolibéraux comme le C.D. Howe Institute ( dont le ministre Duclos a été Fellow-in-residence pendant des années) martèlent la nécessité de réformer le régime de l'assurance-emploi pour qu'il soit encore plus aligné sur les besoins du soi-disant marché du travail. Selon leur logique intéressée, le régime cesserait ainsi de « subventionner » les travailleurs qui refusent de se déplacer là où les employeurs veulent qu'ils aillent selon les investissements qu'ils font à un moment donné.

Bien que le ministre se soit gardé de dire ce que sera sa réforme en profondeur, il va bien sûr tenir des consultations à la Trudeau maintenant bien connues où le gouvernement définit tous les paramètres à l'avance. La discussion est orientée vers des programmes antisociaux et antiouvriers prédéterminés qui n'amènent aucune solution aux problèmes auxquels les travailleurs font face. Les

libéraux subordonnent le régime de l'assurance-emploi à la demande de la grande entreprise à l'effet que les travailleurs doivent être disponibles quand et où les monopoles les veulent pour ensuite être écartés sans aucun souci pour leur bien-être lorsqu'on n'a pas besoin d'eux. C'est ce que la grande entreprise appelle un « marché du travail ».

L'élite dominante veut pouvoir déplacer à volonté les travailleurs des régions en décroissance économique vers les régions en essor puis les déplacer encore quand l'essor se transforme en son contraire. Cela rend la vie misérable aux travailleurs en chômage et leur rend difficile voire impossible de demeurer dans leur région et les force à accepter des emplois à des salaires et des conditions de travail en dessous des normes. C'est ce que cette élite appelle corriger les éléments qui dans le régime actuel dissuadent les travailleurs de se trouver un emploi. Dans ce contexte, c'est le comportement des chômeurs qui est censé déterminer s'ils reçoivent des prestations et non les conditions sociales et économiques antiouvrières.

Dans sa lettre de mandat mise à jour que le premier ministre Trudeau a envoyée au ministre Duclos en février 2017, on lit d'ailleurs qu'il s'agit d' « améliorer notre régime d'assurance-emploi afin de mieux l'harmoniser aux réalités du marché du travail d'aujourd'hui et de façon à ce qu'il serve les travailleurs et les employeurs ». C'est le refrain bien connu que les travailleurs se font servir, qu'en tant que marchandises ou choses, ils doivent se soumettre aux vicissitudes du « libre marché » en vendant leur capacité de travailler car, comme le disent si bien les libéraux, un marché libre et concurrentiel de marchandises humaines et d'autres produits c'est ce qu'il y a de mieux.



Les travailleurs rejettent fermement que le point de référence du régime de l'assurance-emploi soit

le « marché du travail » organisé par l'État, marqué par l'anarchie et le chaos imposés par la domination de l'économie par les oligopoles mondiaux privés. Ce marché du travail est une source de divisions, d'instabilité, et d'anxiété parmi les travailleurs. Il est une partie intégrante des conditions sociales d'ensemble qui visent à maintenir la classe ouvrière comme une classe exploitée et opprimée, sans organisation de défense de ses droits et sans conditions de vie et de travail de niveau canadien. Cette demande à l'effet que le marché du travail doit être le critère sur lequel repose un programme social élimine le concept même d'un programme social qui assure et garantit les droits de tous.

Une « réforme en profondeur » d'un système qui possède une armée permanente de chômeurs à la disposition de la grande entreprise doit comprendre des mesures d'urgence pour alléger le sort des travailleurs, y compris les plus vulnérables d'entre eux, et fournir à tous les travailleurs sans emploi un niveau de vie canadien en tout temps. Une réforme sérieuse s'attaquerait au problème général d'éliminer le chômage une fois pour toutes en tant que plaie antisociale par la planification scientifique de l'économie socialisée de façon à servir le peuple et l'édification nationale. [1]

## **Note**

### **1. Les relations sociales entre la classe ouvrière et ceux qui achètent sa capacité de travailler - K.C. Adams**

L'économie canadienne comprend un système de rapports de production dans lequel les travailleurs vendent leur capacité de travailler et ceux qui possèdent et contrôlent les forces socialisées de production achètent leur capacité de travailler. Pour que ces rapports de production se maintiennent il doit exister un certain équilibre.

Pour la classe ouvrière, vendre sa capacité de travailler à l'intérieur de l'économie socialisée est la seule façon de se procurer un niveau de vie canadien. Les travailleurs reconnaissent cette réalité et sont prêts à vendre leur capacité de travailler afin de se reproduire eux-mêmes comme la classe productive et de maintenir l'économie et la société.

La vente de la capacité de travailler des travailleurs possède un caractère spécifique et un caractère général. Le caractère spécifique se manifeste pendant la vie active des travailleurs et leur engagement dans différents endroits de travail. Le caractère général existe pendant toute leur vie en tant que vente de la capacité de travailler de toute la classe ouvrière aux membres de la classe sociale et à l'État qui l'achètent en échange d'un niveau de vie canadien, de la naissance à la mort, quelles que soient les circonstances.

Ceux qui achètent la capacité de travailler des travailleurs doivent reconnaître que les travailleurs ont besoin d'un moyen de subsistance de la naissance à la mort et dans toutes les périodes de leur vie, qu'ils aient un emploi ou non peu importe la raison. Sinon, l'accord est rompu. La classe ouvrière accepte l'équilibre qui existe dans les rapports de production actuels si ceux qui achètent la capacité des travailleurs de travailler acceptent que cet achat est bon pour toute la vie des travailleurs, de la naissance à la mort, qu'ils soient malades, blessés ou en santé, et qu'il se fait à un niveau de vie canadien qui est acceptable pour la classe ouvrière. Sans cela, l'arrangement est inacceptable et la classe ouvrière va créer de nouveaux rapports socialisés de production qui correspondent à l'économie moderne socialisée et à ses forces de production industrielle de masse.



## Entrevue

# Les organisations de défense des chômeurs au Québec entreprennent une campagne pour éliminer le « trou noir »

**« Le taux de chômage officiel ne reflète pas la réalité que nous vivons »**

**- Line Sirois -**

Le 21 février dernier, le Conseil national des chômeurs et chômeuses, en collaboration avec Action-Chômage Haute-Côte-Nord et Mouvement Action-Chômage de Charlevoix, a tenu un point de presse à Baie-Comeau sur la Côte-Nord pour lancer sa campagne visant à l'élimination du « trou noir ». Les organisations de défense des chômeurs demandent au gouvernement fédéral de trouver une solution à ce drame humain que vivent les chômeurs privés d'appui.

Le trou noir est cette période de la vie d'un chômeur où ses prestations d'assurance-emploi prennent fin avant qu'il ne soit de retour au travail. On estime que plus de 16 000 travailleurs et travailleuses saisonniers du Canada sont aux prises avec ce phénomène, dont 40 % vivent au Québec et 27 % dans les provinces atlantiques. Le trou noir est une expression de l'abandon des chômeurs à leur sort par les riches et leurs gouvernements qui refusent de reconnaître la réalité que vivent les chômeurs.



**Cliquer sur l'image pour l'agrandir**

L'élite dominante ne se reconnaît aucune responsabilité sociale pour un système économique qui prive d'emplois des millions de travailleurs. Elle refuse conséquemment de compenser adéquatement les chômeurs à un niveau de vie canadien. Les mesures prises par les gouvernements successifs n'ont fait qu'aggraver la situation des chômeurs. Aujourd'hui moins de 40 % des chômeurs sont admissibles à l'assurance-emploi et ceux qui le sont font face à des mesures vexatoires qui leur imposent des conditions de vie de plus en plus intenable. Parmi les travailleurs les plus touchés, on trouve ceux qui vivent dans les régions éloignées qui ont perdu le peu d'emplois manufacturiers qui leur restaient et doivent vivre des industries saisonnières comme les pêches, le tourisme ou la sylviculture.

*Forum ouvrier* s'est entretenu avec Line Sirois, la présidente d'Action-Chômage de la Haute-Côte-Nord, sur cette campagne pour l'abolition du trou noir.

**Forum ouvrier :** Pouvez-vous d'abord nous expliquer comment il se fait que sur la Haute-Côte-Nord, vous soyez passés d'une obligation d'accumuler 420 heures de travail pour obtenir 32 semaines de prestations d'assurance-emploi à une obligation de travailler 560 heures pour obtenir 18 semaines de prestations.

**Line Sirois :** Cela s'est fait en 2000, avec le redécoupage des régions économiques de l'assurance-emploi qu'ils sont obligés de revoir aux 5 ans. En 2000, ils ont décidé de prendre la région de la Côte-Nord et de la diviser en deux. Ils ont jumelé la Basse-Côte-Nord avec la Gaspésie, et le reste de la Côte-Nord a été jumelé avec le Bas-Saint-Laurent et d'autres régions au taux de chômage très différent du nôtre. Ce qui a fait que notre taux officiel de chômage a diminué tout d'un coup et qu'on s'est retrouvé du jour au lendemain d'une obligation de travailler 420 heures à une obligation de travailler 560 heures, en un tour de main.



Le calcul est fait selon le taux de chômage officiel de la région économique de l'assurance-emploi. Plus le taux de chômage officiel de la région est bas, plus il vous faut d'heures de travail accumulées pour être admissible aux prestations et moins vous avez droit à de semaines de prestations. À Québec ils demandent 700 heures et accordent 14 semaines d'assurance-emploi. Il n'y a pas une région qui est pareille au Canada, ce n'est pas équitable. À nulle part le calcul est fait selon le taux de chômage qu'on vit réellement dans la région.

Le taux de chômage officiel ne reflète pas la réalité que nous vivons. Par exemple, plus les gens aptes à travailler quittent, plus la population active diminue et plus le taux de chômage diminue. Cela pénalise ceux qui restent.

Chez nous, au lieu de prendre la région de la Côte-Nord et le Nord-du-Québec comme on était avant, ils ont changé les noms des régions et refait les régions ce qui nous a beaucoup pénalisés. Chez nous, pour rajouter une semaine de prestations, il faut travailler pendant deux semaines. Cela veut dire que pour nous autres, pour obtenir 32 semaines d'assurance-emploi, ce qui est notre demande en ce qui concerne tous les travailleurs saisonniers du Canada, il faudrait travailler 1400 heures ce qui est impossible dans la région où on vit. Ils nous imposent un chiffre qui est impossible.



Les gens sont sortis dans la rue en 2000, ils ont bloqué des routes, ont fait beaucoup de moyens de pression ce qui a donné lieu à des mesures alternatives mais toujours temporaires. En 2012, avec la réforme Harper toutes les mesures qui avaient été mises en place ont été enlevées, notamment l'ajout de cinq semaines supplémentaires de prestations dans des régions désignées dont la nôtre.

Un gros impact de cette réforme c'est l'exode qui s'en est suivi. On ne parle pas juste de jeunes mais de gens de 40-50 ans qui ont vendu leur maison et ont quitté la région. Il y a entre autres nombre de femmes qui ont quitté le travail saisonnier pour aller travailler dans le Grand-Nord comme femmes de chambre.



Nous avons aussi été frappés de plein fouet par la crise forestière sur la Côte-Nord. On ne s'en est jamais remis. La compagnie Kruger a fermé ses portes. Nous sommes environ 12 000 personnes sur la Haute-Côte-Nord et nous avons connu la fermeture de deux scieries qui fournissaient l'emploi principal de nos gens. Une troisième scierie a aussi fermé un peu plus loin. L'emploi forestier, qui était permanent, est devenu largement saisonnier. Cela a fait très mal à la Côte-Nord.

Le problème du trou noir s'est donc trouvé amplifié. Il y a beaucoup de drames humains derrière cela.

**FO :** Quelles sont les demandes qui sont mises de l'avant par la campagne que vous avez annoncée ?

**LS :** On demande de rajouter des semaines de prestations pour tous les travailleurs saisonniers. On veut qu'on donne à tous les travailleurs saisonniers les 32 semaines de prestations qu'ils sont supposés avoir. On y a droit, et on le demande partout où il y a de l'industrie saisonnière au Canada, peu importe le taux de chômage.

Nous allons aller sur le terrain, conscientiser les gens et les mobiliser.

Nous avons aussi une demande en ce qui concerne l'assurance-emploi et les prestations de maladie. Quand nous sommes allés rencontrer les décideurs à Ottawa, nous avons demandé l'élimination du trou noir et de la limite de 15 semaines des prestations de maladie ; ce sont deux choses inadmissibles.

Les 15 semaines de maladie, cela est prévu dans le régime d'assurance-emploi. Si le travailleur est admissible au régime et a accumulé 600 heures de travail et qu'il tombe malade, il peut obtenir de l'assurance-emploi à un taux de 55 % de son salaire moyen. C'est universel, c'est pareil partout à la grandeur du Canada, mais on sait très bien que quand les gens ont des maladies graves comme le cancer 15 semaines ce n'est pas suffisant. Le drame humain continue après les 15 semaines, alors on fait quoi ? On n'est pas capable de retourner sur le marché du travail.

On s'attend à ce qu'il y ait des changements là-dessus dans le prochain budget mais, sur la question du trou noir, le ministre a dit qu'il veut faire la réforme en profondeur, alors cela ne se fera pas au budget.

On a d'autres revendications, on veut une caisse autonome de l'assurance-emploi, mais ce sont les deux principales revendications dans l'immédiat parce que c'est là qu'on vit des drames humains.



---

**NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL**

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Email: [forumouvrier@cpcml.ca](mailto:forumouvrier@cpcml.ca)**